



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Services Procurement-Instruments Management
Division/Approvisionnement de services-Gestion des
instruments

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

11C1, Place du Portage III

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Professional consulting services	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-171875/C	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 20171875	Date 2017-05-03
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZQ-019-31249	
File No. - N° de dossier 019zq.EN578-171875	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-05-10	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hamann, Amélie	Buyer Id - Id de l'acheteur 019zq
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-1388 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-171875/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20171875

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
019zq.EN578-171875

Id de l'acheteur - Buyer ID
019zq
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

DP #EN578-171875/C

Modification #003

Le but de cette modification #003 est de :

- 1) modifier la Demande de Proposition(DP);
- 2) ajouter l'Annexe E, Formulaire d'Attestation;
- 3) fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP; et
- 4) prolonger la date de fin de la demande de proposition.

1) Ce changement est pour modifier la DP :

CHANGE 3 :

À la partie 7 – Clauses du contrat subséquent point 7.3 Exigences relatives à la sécurité **ajouter** le point 7.3.2 Exigences relatives à la sécurité – Fournisseurs étrangers :

L'Autorité désignée en matière de sécurité pour le Canada (ADS canadien) pour les questions industrielles au Canada est la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), Secteur de la sécurité industrielle (SSI), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). L'ADS canadien est chargée d'évaluer la conformité **des entrepreneurs et des sous-traitants** aux exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers. Les exigences en matière de sécurité suivantes s'appliquent à **l'entrepreneur et/ou aux sous-traitants**, incorporés ou autorisés à faire des affaires dans un état autre que le Canada et qui assurent la prestation de services décrites dans **le contrat / le contrat de sous-traitance** ultérieur.

1. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doivent être dans un pays de l'Union européenne, dans un pays de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatérale ou multinationale. Le programme de sécurité industrielle a des ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatérale ou multinationale industrielle avec les pays mentionnés au site de TPSGC suivant: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.
2. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit fournir une preuve qu'il est incorporé ou autorisé à faire affaire dans son champ de compétence.
3. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire, c'est-à-dire le particulier ou la personne morale qui a la capacité juridique de passer un marché, doit fournir une preuve écrite de conformité avec les modalités ci-dessous à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) canadienne avant l'exécution des travaux, la prestation des services ou toute autre prestation qui exige ou prévoit l'accès à des lieux à accès restreint situés au Canada ou des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ A et/ou B**.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-171875/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20171875

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
019zq.EN578-171875

Id de l'acheteur - Buyer ID
019zq
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas entreprendre les travaux, fournir les services ou assurer toute autre prestation tant que l'ADS canadienne n'a pas confirmé le respect de toutes les conditions et exigences en matière de sécurité stipulées dans le contrat. L'ADS canadienne donne cette confirmation par écrit à **l'entrepreneur / à l'offrant / au sous-traitant** étranger destinataire. Un Formulaire d'attestation remis par l'ADS canadienne à **l'entrepreneur / à l'offrant / au sous-traitant** étranger destinataire permettra de confirmer la conformité et l'autorisation de fournir les services prévus.
5. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** destinataire étranger proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le présent contrat. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.
6. **L'entrepreneur / offrant / sous-traitant** étranger destinataire n'autorisera pas l'accès à des lieux à accès restreint au Canada ni à des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ A et/ou B**, sauf à son personnel, sous réserve des conditions suivantes :
 - a) Le personnel a un besoin de savoir pour l'exécution **du contrat / du contrat de sous-traitance**.
 - b) Le personnel a fait l'objet d'une vérification du casier judiciaire et une vérification d'antécédents, avec des résultats favorables, d'une agence gouvernementale reconnue dans leur pays. Les vérifications approuvées pour le casier judiciaire et des antécédents requis sont énumérés à l'Appendice A.
 - c) **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit faire le nécessaire pour que le président-directeur général (PDG) ou le cadre supérieur clé désigné (CSCD) de l'entreprise nomme un agent de sécurité d'entreprise (ASE) et un agent remplaçant de sécurité d'entreprise (ARSE) qui veilleront au respect de toutes les exigences en matière de sécurité stipulées dans le contrat.
 - d) **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit s'assurer que le personnel consente à la divulgation du casier judiciaire et antécédents à l'ADS canadienne et d'autres fonctionnaires du gouvernement canadien, si demandé.
 - e) Le Gouvernement du Canada se réserve le droit de refuser l'accès aux renseignements et / ou des biens niveau **CANADA PROTÉGÉ** à **l'entrepreneur / l'offrant / au sous-traitant** étranger pour cause.
7. Les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis ou produits dans le cadre **du présent contrat / de la présente offre à commandes / du présent contrat de sous-traitance** ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants:
 - a. L'ADS canadienne atteste par écrit que le sous-traitant étranger destinataire a obtenu l'accès aux renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** par l'intermédiaire de l'ADS canadienne;
 - b. L'ADS Canadienne donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant destinataire étranger est situé dans un autre pays.

8. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne.
9. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements /biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** pour répondre à des besoins distincts de l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance** sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.
10. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre une demande d'accès au site à l'agent de sécurité ministériel de Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada.
11. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** obtenus dans le cadre **du présent contrat / de la présente offre à commandes / du présent contrat de sous-traitance** ont été compromis.
12. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit immédiatement signaler à l'ADS canadienne tous les cas dans lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis ou produits par **l'entrepreneur / l'offrant / le sous-traitant** étranger destinataire conformément **au présent contrat / à la présente offre à commandes / au présent contrat de sous-traitance** ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
13. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'ADS du Canada.
14. Si un **entrepreneur / offrant / sous-traitant** étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre de **ce contrat / cette offre à commandes / ce contrat de sous-traitance**, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadienne; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadienne.
15. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe C.

APPENDICE A

L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant doit effectuer les vérifications suivantes de tous ses employés qui auront l'accès à des lieux à accès restreint au Canada et/ou l'accès à des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉS A et/ou B** dans le cadre du processus de vérification de la sécurité.

a) Vérification d'identité :

- i. Copies de deux pièces d'identité valides émises par le gouvernement, dont l'une avec photo
- ii. Nom de famille
- iii. Prénom(s) – souligner ou encercler le prénom usuel

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-171875/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20171875

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
019zq.EN578-171875

Id de l'acheteur - Buyer ID
019zq
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

iv. Nom de famille à la naissance
v. Autres noms utilisés (alias)
vi. Changements de noms
1. Indiquer le nom d'origine (avant le changement) et le nouveau nom, l'endroit où le changement a été effectué et l'institution qui a traité la demande

vii. Sexe
viii. Date de naissance
ix. Lieu de naissance (ville, province/état/région et pays)
x. Citoyenneté(s)
xi. État matrimonial/union de fait
1. Situation actuelle (marié, union de fait, séparé, veuf, divorcé, célibataire)
2. Conjoint(s) actuel(s) (s'il y a lieu)
a. Nom de famille
b. Prénom complet – souligner ou encercler le prénom usuel
c. Date et durée du mariage/de l'union de fait
d. Date de naissance
e. Nom de famille à la naissance
f. Lieu de naissance (ville, province/état/région et pays)
g. Citoyenneté

b) Vérification du lieu de résidence

i. Historique des lieux où vous avez habité au cours des cinq (5) dernières années, du plus récent au plus ancien, sans écart au niveau des dates
1. Numéro d'appartement, numéro de porte, nom de la rue, ville, province ou état, code postal ou zip, pays, durée de la période d'habitation

c) Vérification des titres professionnels

i. Établissements d'enseignement fréquentés et dates correspondantes

d) Vérification de l'historique d'emploi

i. Historique des cinq (5) dernières années d'emploi, à partir de l'emploi le plus récent, sans écart au niveau des dates
ii. Trois (3) vérifications des références d'emploi menées au cours des cinq (5) dernières années

e) Vérification des antécédents criminels

i. Document(s) décrivant l'ensemble des condamnations criminelles au cours des cinq (5) dernières années, à l'intérieur et à l'extérieur du pays de résidence du candidat.

f) Rapport de la vérification du crédit

i. les cas échéant

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-171875/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20171875

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
019zq.EN578-171875

Id de l'acheteur - Buyer ID
019zq
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2) Ajouter l'Annexe E, Formulaire d'Attestation :

ANNEXE E, FORMULAIRE D'ATTESTATION

AU :

Directeur
Direction de la sécurité industrielle internationale
Administration désignée en matière de sécurité
Services publics et Approvisionnement Canada
2745, rue Iris
a/s Salle de courrier principale de SPAC
Phase III de la Place du Portage
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) J8X 4A6
Canada

SSIContratsInternationaux.ISSInternationalContracts@tpsgc.pwgsc.gc.ca

FORMULAIRE D'ATTESTATION

PARTIE I

NOMINATION D'UN AGENT DE SÉCURITÉ CONTRACTUEL

Je, _____, _____ de _____

(Président-directeur général ou cadre supérieur clé désigné*) (Titre)
(Entreprise/organisme)

nomme par la présente la personne suivante à titre d'agent de sécurité contractuel:

(Nom complet de la personne nommée)

Daté à _____ le _____ jour de _____ 20____.

(Signature du président-directeur général ou du cadre supérieur clé désigné)

PARTIE II

ATTESTATION DE CONFORMITÉ PAR L'AGENT DE SÉCURITÉ CONTRACTUEL

Je, _____, nommé à titre d'agent de sécurité contractuel,
(Nom complet de la personne nommée)

employé de : _____, atteste que j'accepte et
conviens de _____
contractuel) (Nom complet de l'agent de sécurité)

satisfaire aux exigences en matière de sécurité stipulées dans
_____.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-171875/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20171875

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
019zq.EN578-171875

Id de l'acheteur - Buyer ID
019zq
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

propositions)

(Numéro du contrat ou de la demande de

(Signature de l'agent de sécurité contractuel)

*- Ces personnes peuvent être des propriétaires, des agents, des administrateurs, des cadres supérieurs et des associés qui occupent des postes pouvant porter atteinte aux politiques ou aux pratiques de l'organisation dans l'exécution du contrat.

RÉSERVÉ AU GOUVERNEMENT

Approuvé par : _____

Date : _____

Direction de la sécurité industrielle internationale
Services publics et Approvisionnement Canada

Version: 5

3) Les questions suivantes ont été reçues de fournisseurs potentiels :

QUESTION 5 :

Les exigences cotées C3.a et C4.a indiquent que le nombre maximum de points sera attribué au gestionnaire de projet et à l'expert de la matière proposés ayant l'expérience de projets impliquant « l'examen et l'analyse d'un nombre important de contrats du secteur public ».

Le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat de TPSGC, ainsi que le Guide des approvisionnements, identifient les conditions et les clauses à inclure dans les documents contractuels, ce qui comprend : les autorisations de tâches, les commandes, les factures et les bons de commande. La Couronne peut-elle confirmer que ceux-ci sont considérés comme des documents contractuels pour analyse lorsqu'on envisage des projets antérieurs qui comprenaient l'analyse de 10 000 contrats ou plus du secteur publique?

RÉPONSE 5 :

Aux fins du présent appel d'offres, la Canada va considérer l'expérience en gestion de projets d'analyse de la variabilité des contrats impliquant des autorisations de tâches, des commandes, des contrats ainsi que des documents de sollicitation, mais pas des factures ou des bons de commande.

QUESTION 6 :

En ce qui concerne l'exigence cotée C3.c, 4 points seront remis au gestionnaire de projet ayant un doctorat ou maîtrise ou certificat de spécialiste en gestion de projet. La Couronne peut-elle confirmer qu'un diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) en comptabilité professionnelle de HEC Montréal sera considéré comme l'équivalent d'un certificat de spécialiste en gestion de projet?

RÉPONSE 6 :

Aux fins du présent appel d'offres, le Canada affectera 4 points pour un diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) de HEC.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN578-171875/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
20171875

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
019zq.EN578-171875

Id de l'acheteur - Buyer ID
019zq
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

QUESTION 7 :

L'expert de la matière requis pour cette proposition (avec formation juridique), a tendance à avoir une expérience en litige et continuerait probablement à mener des litiges actifs. Le client peut-il confirmer qu'en contribuant à ce contrat, l'expert de la matière (et le cabinet d'avocats qu'ils représentent) ne seront pas considérés comme ayant un conflit avec SPAC dans tout litige actuel ou futur qui pourrait impliquer SPAC, à quelque titre que ce soit?

RÉPONSE : 7

Le Canada ne peut confirmer qu'en contribuant à ce contrat, l'expert de la matière (et le cabinet d'avocats qu'ils représentent) ne seront pas considérés comme ayant un conflit avec SPAC dans tout litige actuel ou futur qui pourrait impliquer SPAC, à quelque titre que ce soit.

4) Prolonger la date de fin de la demande de proposition :

La date de fin de la demande de proposition est maintenant le 10 mai, 2017 à 2 :00 PM (HNE).

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.